

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 32 (1995)  
**Heft:** 1230

## Titelseiten

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 05.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Domainaine Public DP

JAA  
1002 Lausanne

19 octobre 1995 - n° 1230  
Hebdomadaire romand  
Trente-deuxième année

## La pointe de l'iceberg

Durant des décennies, la police fédérale a pisté avec application et sans discernement les militants de l'extrême-gauche, confondant trop souvent contestation légitime de l'ordre établi et mise en danger de la sécurité publique. Par contre, dans la même période, les limiers bernois n'ont prêté qu'un regard distrait à l'extrême-droite, comme si la défaite des puissances de l'Axe avait à jamais rayé la peste brune de la liste des épidémies idéologiques à haut risque.

Il a fallu une flambée de violence au tournant des années 90, essentiellement dirigée contre des requérants d'asile, pour inquiéter les autorités fédérales et susciter le besoin d'en savoir plus sur ce phénomène. D'où le rapport sur l'extrémisme de droite présenté la semaine dernière.

Ce que révèle cette étude n'a pas de quoi inquiéter. La nébuleuse d'extrême-droite, constituée de nostalgiques du fascisme et des fronts, d'une nouvelle droite à prétention intellectuelle et de skinheads prompts à manier le bâton, ne regroupe pas plus de 3 à 400 militants. L'application ferme de la loi et des sanctions prévues pour réprimer les actes de violence et de racisme devrait suffire à contenir ces groupuscules. D'ailleurs à cet égard, la marge de manœuvre des autorités n'est de loin pas épuisée: trop d'attentats sont restés impunis et la police n'a pas toujours manifesté le zèle nécessaire à la découverte des coupables.

Plus inquiétante et plus dangereuse, l'extrême-droite l'est sur le terrain politique. Le parti de la liberté (ex-automobilistes), celui des démocrates suisses (anciennement Action nationale) et la ligue des Tessinois ne prônent pas la violence et ne se nourrissent pas officiellement de la bouillie idéologique des groupuscules précités. Soucieux de respectabilité et forts de la légitimité démocratique que leur confèrent leurs succès électoraux, ils relayent et attisent tout à la fois la xénophobie et le nationalisme le plus intolérant dont ils ont fait leur fonds de commerce.

Face à eux, il n'est pas question de brandir le code pénal; c'est d'une confrontation politique qu'il s'agit, dont

les résultats se lisent dans les urnes. Une confrontation où les adversaires de l'extrême-droite risquent la contamination par le discours qu'ils sont censés combattre. Déjà, dans les rangs bourgeois, on a pu observer ça et là des dérapages préoccupants: le «kitsch humanitaire» de Franz Steinegger, président du parti radical, lors de la polémique au sujet des requérants d'asile auteurs de délits; la barre fatidique des 20% d'étrangers, de son homologue démocrate-chrétien Anton Cottier; l'insistance de l'UDC zurichoise à amalgamer criminalité, drogue et étrangers et à présenter le monde extérieur comme une menace pour la Suisse.

Dans une interview à la *Basler Zeitung*, Hans-Peter Kriesi, l'un des auteurs de l'étude sur l'extrême-droite en Suisse, montre bien le dilemme: lorsqu'un grand parti, comme les conservateurs en Grande-Bretagne ou les chrétiens-démocrates en Allemagne, flirtent avec la xénophobie, il n'y plus de place pour l'extrême-droite. Cette dernière trouve par contre un écho favorable quand une partie de l'opinion perçoit que les responsables politiques ne tiennent pas compte de son inquiétude face à l'insécurité du marché de l'emploi et, plus généralement, aux transformations rapides de la société.

La xénophobie et le nationalisme restent détestables, avec ou sans une extrême-droite indépendante. Et les seules dénonciations, aussi vigoureuses soient-elles, ne suffiront pas à préserver la démocratie de ces maladies honteuses. Seules des réponses positives permettront de sortir de ce dilemme inacceptable. Des réponses qui prennent en compte l'angoisse des personnes larguées par le progrès technique, marginalisées par une rationalité économique à courte vue, exclues socialement et matériellement. C'est sur ce terreau que prospèrent la xénophobie et le nationalisme. Les démagogues y puisent leurs ressources électorales; les politiciens responsables traitent les causes de la maladie: une meilleure formation, une distribution plus harmonieuse des richesses produites, une organisation du travail qui donne une place à chacun. JD